

Le 5 novembre 2013

France dans 10 ans Contribution rapide aux réflexions sur le modèle social et le modèle républicain

Julien Damon
Professeur associé à Sciences Po
Conseiller scientifique au CGSP

Deux dimensions dans ces trois pages de courte note :

- une rétrospective comparative sur le « modèle français » à partir d'une source originale ;
- deux tendances lourdes, parfois mises de côté, à ne pas oublier : la métropolisation et le métissage.

I. Le modèle français à travers les couvertures de *The Economist*

Le sujet du modèle français (sur ses deux volets républicain et social) recouvre une littérature considérable. Le thème regorge d'analyses et de données. On passera ici par des images, issues d'une seule source : les couvertures de *The Economist*. Agrémentées de quelques commentaires rapides. L'ambition est de produire une rapide rétrospective (sur dix ans) toujours utile à une prospective (dans dix ans). Pourquoi *The Economist* ? Non par adhésion à l'orientation explicitement libérale de l'hebdomadaire, mais bien parce qu'il s'agit de l'une des principales sources véritablement internationales, faisant systématiquement le tour du monde, et permettant donc quelques remarques assurément comparatives sur le modèle français.

Leçons principales : 1/ il y a dix ans, le modèle français, pour ses réformes, se comparait très valablement au modèle allemand ; 2/ au début de la crise le modèle français est célébré comme amortisseur de crise ; 3/ aujourd'hui le modèle est contesté comme amortisseur de reprise. En un mot, la leçon comparative est que le modèle est devenu insoutenable, économiquement.

18 octobre 2003

Il y a précisément dix ans

On notera que le sujet de la comparaison entre le « modèle » allemand et le « modèle français, en l'espèce, sur la question des réformes est assez ancien... Mais, il y a dix ans, les comparaisons se voulaient flatteuse, pour les deux camps.

14 avril 2007

Il y a environ une demi décennie

Au-delà du choix de l'hebdomadaire en faveur du candidat Sarkozy, le point important à souligner tient dans l'analyse. C'est du volontarisme réformateur qui est nécessaire. On pourra discuter de qui devait au mieux l'incarner, mais le sujet, pour « sauver » le modèle social français est de vraiment le réformer. Dans un sens ou dans un autre certes, mais vraiment d'agir.



9 mai 2009

Au cœur de la crise économique

Cette couverture de l'hebdomadaire britannique, qui est assez rarement repris en France, a fait le tour de l'hexagone. La France - plus précisément comme on peut le lire sur la couverture le « modèle français » - est célébrée. L'Allemagne est toisée. Le Royaume-Uni dans un trou. Le modèle social français est consacré pour ses incontestables vertus d'amortisseur immédiat d'une crise.

31 mars 2012

Alors que s'affirme la crise du surendettement public

Au moment des débats de l'élection présidentielle, une nouvelle couverture de l'hebdomadaire fait le tour des rédactions françaises. L'orientation n'est plus à la célébration, mais à la critique assez radicale à l'encontre des candidats, dits « dans le déni ».

17 novembre 2012

Tandis que le sujet de la dette publique explose

Deuxième couverture de l'année 2012 consacrée à la France ! Et cette fois-ci l'hebdomadaire (dénoncé à cette occasion à la télévision par un haut responsable politique français comme un « torchon britannique ») a une analyse tout à fait différente du « modèle social français ». Celui-ci – s'il est performant à court terme – mène maintenant la France, et avec elle l'Union européenne, vers une crise majeure.

31 décembre 2023

Dix ans après le rapport CGSP sur la France dans 10 ans

Naturellement, ce serait faire de la politique fiction que d'essayer d'imaginer précisément ce que sera la couverture de *The Economist* dans dix ans. Ce qu'il appartient aux pouvoirs publics de faire c'est certainement d'agir afin d'en finir avec un « French Bashing » systématique, et de permettre d'en revenir à des couvertures plus positives du « modèle social français ».



II. Deux tendances essentielles en M : Métropolisation et Métissage

Le gouvernement a pris l'heureuse initiative de lancer une démarche prospective de grande ampleur sur la France dans dix ans. Le CGSP, chargé de cette opération, a lancé les débats, à partir d'un constat aussi synthétique que percutant. À l'horizon d'une dizaine d'années la France devrait être « plus vieille, plus petite, moins riche ». C'est ce qui a été principalement retenu de la note de cadrage de cet exercice. Il y était pourtant aussi précisé que la France sera aussi plus urbaine, ce point étant absolument essentiel en ce qui concerne l'avenir du modèle (social et républicain). Plus qu'urbaine, la France sera plus métropolitaine. Le pays sera aussi, les inerties démographiques étant ce qu'elles sont, plus divers, ou pour prendre une expression moins euphémisée, plus métissé.

Ces deux « M » (pour Métropolisation et Métissage) sont des phénomènes majeurs qui peuvent avoir un impact puissant sur le « modèle social français » à l'horizon d'une dizaine d'années. C'est d'ailleurs en se comparant à d'autres grands pays développés que l'on peut tirer quelles observations prospectives sur les conséquences possibles de la métropolisation et du métissage.

Dans dix ans une France davantage métropolisée

La métropole, en tant que construction juridique et réalités concrètes, pénètre le droit et le quotidien français. Échelle jugées pertinente de nos vies et unités compétitives de l'économie globale, les métropoles agglomèrent efficacement les personnes et les activités. Partout dans le monde riche s'observe une « révolution métropolitaine ». Les métropoles sont un concentré des dynamiques démographiques : augmentation, vieillissement et diversification des populations. La révolution métropolitaine est, surtout, un grand renversement. Ce n'est plus l'Etat qui donne le la. Ce sont les métropoles qui composent leur mélodie. Il n'y a pas seulement ici nouvelle étape, en France, du processus de décentralisation. Il y a nouveau départ des grandes villes. Quel rapport avec le modèle social ? Ce sont probablement aux échelles des métropoles que vont se réorganiser les modalités de la protection sociale. D'une Sécurité sociale nationale, aveugle aux territoires, nous sommes déjà passés, avec le renforcement de l'aide et de l'action sociales, à des départements providence, qui viennent compléter voire suppléer l'État providence. D'ici une dizaine d'années, on peut estimer que les métropoles prendront une importance grandissante dans l'organisation (service des prestations, voire même financement) de protections sociales différenciées, conçues comme facteurs d'attractivité. Quand aux conséquences sur le modèle républicain d'une telle affirmation métropolitaine (repérable un peu partout dans le monde) il en va d'interrogations profondes sur la souveraineté.

Dans dix ans une France plus métissée encore

Dans un pays où plus d'un enfant sur quatre naît avec un parent né à l'étranger, l'immigration est une variable cruciale des débats à avoir sur l'avenir. La littérature spécialisée souligne que les sociétés les plus fragmentées sont celles qui ont les plus faibles niveaux de protection sociale collective. Le niveau et le type d'immigration, ainsi que la qualité des politiques qui l'accompagnent, sont une variable cruciale pour saisir ce que sont et, partant, ce que peuvent devenir les modèles sociaux. Dans une France qui sera dans les années à venir plus diverse, plus différenciée, l'hétérogénéité de la population va progresser. Et plus cette hétérogénéité s'élève plus la protection sociale, surtout assise sur un principe de solidarité nationale et sur des instruments d'assurances obligatoires, est critiquée et attaquée. Ce métissage de la société française est une dimension essentielle du débat sur l'avenir du modèle social. Ce métissage, qui peut se traduire par des niveaux plus ou moins élevés de ségrégations ethniques, est l'un des sujets absolument clés de la réflexion sur l'avenir du modèle républicain.

Conclusion générale : une crise du modèle social largement à venir

Le modèle social français est dit en crise depuis largement plus de dix ans. Incontestablement il permet de limiter les conséquences de la crise. Est-il soutenable ? Avec un tiers du PIB affecté à une protection sociale très discutée (conflits générationnels, polarisation de l'emploi, éclatement des régimes, etc.), la France se situe au premier rang mondial de la dépense sociale. Il n'est pas du tout certain qu'elle puisse continuer à se le permettre. La dynamique est affectée par l'endettement (qui pourrait conduire à une sorte de « shutdown social ») mais aussi par des tensions qui portent sur l'organisation nationale de la protection sociale comme sur la pérennité du soutien d'une population plus hétérogène. En un mot, la crise de son modèle social est probablement bien plus devant la France que derrière elle...